COMMUNIQUÉ

MISE A MORT PROGRAMMEE DU STATUT ET DES SERVICES PUBLICS

Les annonces du Premier ministre confirment la politique engagée par le gouvernement de destruction de la Fonction publique, politique des gouvernements successifs combattue depuis toujours par FORCE OUVRIERE. Le projet de loi annoncé pour le début de l'année 2019 doit permettre d'atteindre l'objectif fixé par le Président de la république de supprimer 50.000 postes de fonctionnaires d'Etat d'ici 2022.

Une série d'annonces « transversales » sur la réforme de l'Etat ne font que confirmer nos craintes : recours très élargi aux contractuels dans les administrations, agence de reconversion pour les fonctionnaires, dématérialisation exacerbée des services publics,… Il ne fait aucun doute pour FORCE OUVRIERE que le gouvernement poursuit sa politique de destruction du statut.

Au nom d'une stratégie pour un « Etat efficace » qui prétend être à la « hauteur des exigences » des Français, et alors qu'aucune mesure concrète n'a été dévoilée par le gouvernement, la direction est toutefois clairement donnée, celle de la poursuite des politiques d'austérité et de destruction du service public.

FORCE OUVRIERE n'est pas dupe de ces manœuvres qui annoncent clairement l'ambition de ce gouvernement d'éradiquer bel et bien les fonctionnaires et leur statut.

L'instauration d'une agence de reconversion pour les agents de l'Etat qui devrait voir le jour en juillet 2019, inspirée de l'agence de reconversion des armées, « permettrait », selon le premier ministre, d'avoir « une force de frappe pour accompagner éventuellement des départs volontaires » !

Pour FORCE OUVRIERE, c'est un plan massif de licenciements qui est mis en application dans la Fonction publique.

FORCE OUVRIERE dénonce les manœuvres honteuses de ce gouvernement qui tente à toute force de mettre fin au statut et de détruire le Service public. Ces attaques comme celles contre le Code du Travail constituent une amplification des mesures contre les garanties et protections des salariés, du privé comme du public.

FORCE OUVRIERE, fidèle à ses revendications de congrès, s'opposera à ces projets.

Paris, le 29 octobre 2018

Nathalie HOMAND, Secrétaire confédérale
Secteur de l'Economie et du Service public
nhomand@force-ouvriere.fr – 01 40 52 84 47